ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
25 JUIN 2015

Projet de Rapport Annuel 2014

AGO
25 Juin 2015

SOMMAIRE

Les chiffres clés 2

Le contexte économique 4

Rapport du conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire 11

Rapport des Commissaires Aux Comptes 17

Les résolutions 26

Données financières 28

Evolution du cours de l'action Bicici en 2014 32

Les annexes 2014 33

LES CHIFFRES CLES

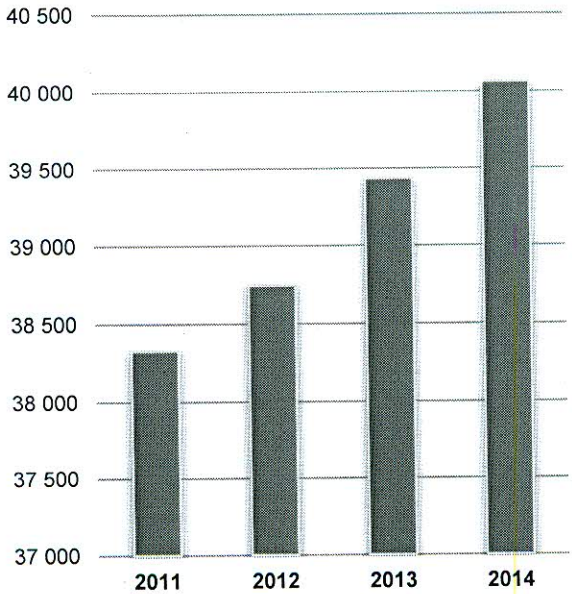
MOYENS *(En millions FCFA)*	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Fonds propres bruts	***38 705***	***38 332***	***38 749***	***39 436***	***40 065***
Effectifs	*515*	*490*	*496*	*557*	*568*
Nombre de sièges	*31*	*31*	*34*	*37*	*40*
Dont fermées	*4*	*8 (*)*	*2*		

ACTIVITE *(En millions FCFA)*	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Total du Bilan	***362 673***	***383 099***	***414 982***	***428 742***	***514 258***
Ressources totales	***293 572***	***314 371***	***359 571***	***366 777***	***449 595***
- dont Dépôts de la Clientèle	292 018	309 206	353 956	359 705	446 230
Remplois totaux	***295 349***	***317 156***	***326 211***	***375 802***	***367 760***
- dont Crédits à la Clientèle	220 976	212 316	232 414	290 219	319 186
- Créances sur l'Etat (obligations -crédits CMT)	23 264	21 594	38 051	50 506	59 985

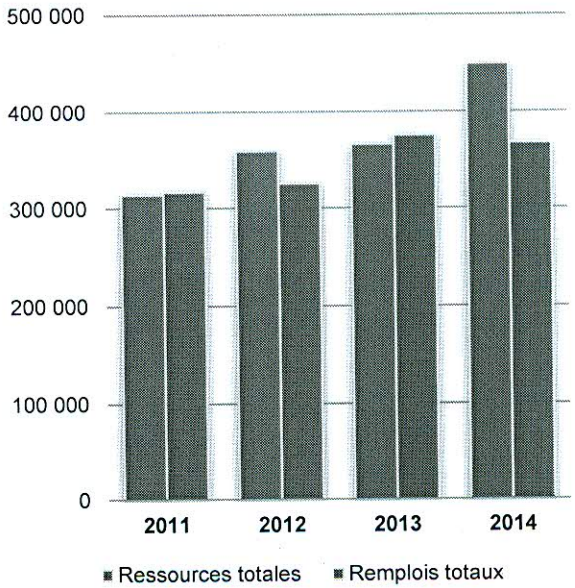
RESULTATS *(En millions FCFA)*	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Produit Net Bancaire	***28 438***	***25 441***	***26 905***	***32 655***	***37 976***
Marge nette d'intérêts (VAC)	16 757	16 601	16 146	20 026	22 885
Commissions Nettes et Divers	11 680	8 840	10 759	12 629	15 091
Frais de Gestion totaux	***19 452***	***20 384***	***20 795***	***23 018***	***23 869***
-Frais Généraux d'exploitation	17 466	18 126	18 503	20 490	21 288
-Amortissements	1 986	2 258	2 292	2 528	2 581
Résultat Brut d'Exploitation	***8 986***	***5 057***	***6 110***	***9 638***	***14 107***
Résultat Net	***800***	***2 254***	***5 234***	***9 269***	***10 106***

RATIOS	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Ratio de solvabilité (FP / Risques)	***13,5%***	***14,1%***	***15,0%***	***10,1%***	***9,5%***
- Fonds Propres Effectifs	36 267	36 398	20 516	38 437	39 038
- Total Risques Pondérés	269 571	258 803	249 444	380 974	411 449
Coefficient de Liquidité	***94,0%***	***104,0%***	***87,4%***	***74,0%***	***82,2%***
Coefficient de couverture des emplois à MLT par des ressources stables (*)	**88%**	**81%**	**61%**	**73%**	**52%**
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Marge Nette d'Intérêts	58,9%	65,3%	60,0%	61,3%	60,3%
Commissions Nettes et Divers	41,1%	34,7%	40,0%	38,7%	39,7%
Rentabilité					
- Coefficient d'exploitation	68,4%	80,1%	77,3%	70,5%	62,9%
- Rentabilité des Capitaux Propres	2,1%	6,9%	15,7%	27,7%	29,0%
- Résultat Net par action	480	1 353	3 141	5 561	6 064

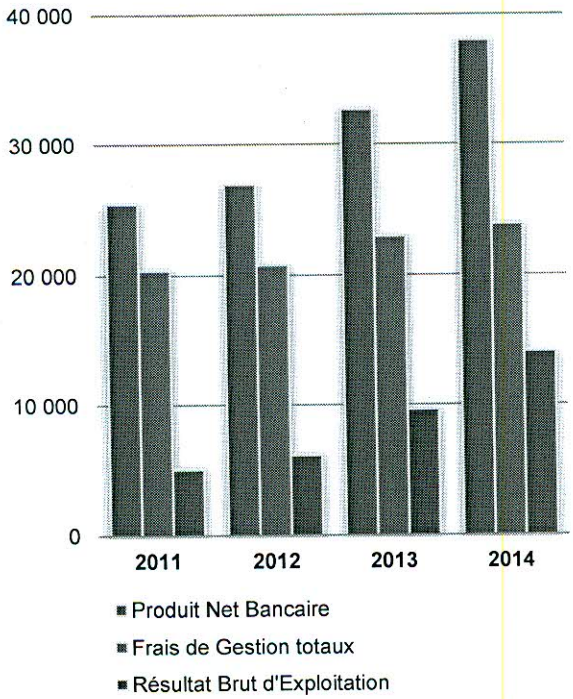
Fonds propres bruts*



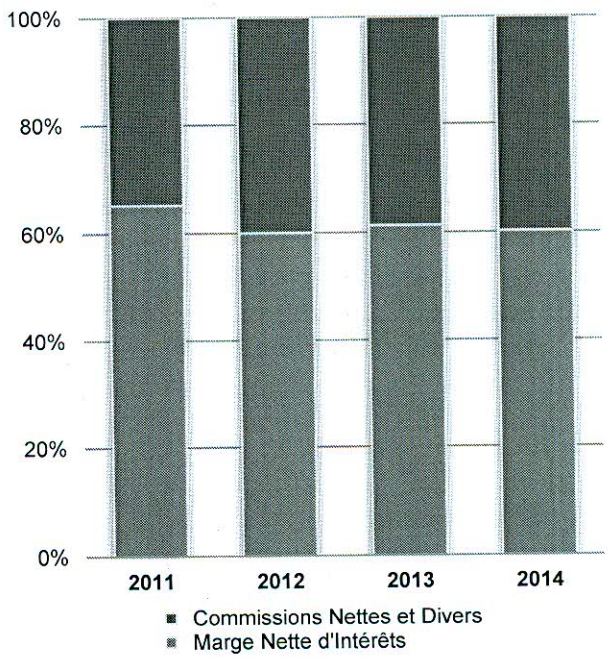
Activité*



PNB - Frais de gestion - RBE*



Répartition du Produit Net Bancaire



(*) Chiffres en MXOF

LE CONTEXTE ECONOMIQUE

BILAN 2014

Le taux de croissance de l'économie mondiale en 2014 s'est établi à 3,3%. L'activité au sein des économies émergentes et en développement a continué de ralentir passant de 4,7% en 2013 à 4,4% en 2014. Ce ralentissement s'explique par les difficultés des économies russe, chinoise et brésilienne. A l'opposé, la croissance des pays avancés s'est accélérée à 1,8% (contre 1,3% en 2013) sous l'impulsion de la consolidation de l'économie des Etats-Unis et surtout de la reprise de la zone euro (notamment en Allemagne et en Espagne).

Aux Etats-Unis, 2014 aura été l'année de franche reprise. La volatilité du début d'année, liée à un hiver rigoureux, a laissé place à une accélération de la demande intérieure. Estimée à 2,4%, la croissance a été nourrie par le dynamisme de la consommation (des ménages) et de l'investissement (des entreprises). Mais ce sont les performances de l'emploi qui sont les plus encourageantes. Le retour à des créations nettes d'emplois a eu lieu au début de 2010. Mais le rythme de progression a rapidement plafonné, et en 2012-2013, les effectifs salariés ont progressé de 2,25 millions l'an en moyenne. En 2014, ce rythme a accéléré aussi franchement que régulièrement : en glissement annuel, les créations de postes, qui étaient de 2,28 millions en janvier se sont établies à 3 millions en décembre. Ce retour au dynamisme a permis une nette progression des revenus d'activité, alors que l'austérité budgétaire, sans être abandonnée, n'était pas accentuée. Le revenu disponible des ménages a ainsi fini l'année sur un taux de croissance supérieur à 4%. L'inflation demeurant très faible, le pouvoir d'achat des ménages était donc sur une pente très positive, progressant d'environ 3%.

La consommation des ménages est de très loin le premier poste de la demande américaine. Le premier déterminant de la consommation est le revenu, dont la principale composante est le revenu d'activité. Ainsi, de solides perspectives pour le marché du travail assurent les performances de l'économie américaine. C'est la principale raison de notre optimisme pour 2015 :

Concernant **les pays émergents et en développement**, pour la quatrième année consécutive, la croissance a continué de ralentir à seulement 4,4% en 2014 contre plus de 7% en 2010. A eux seuls, les poids lourds (Chine, Inde, Brésil, Russie) y contribuent pour plus de la moitié. Seule l'Inde présente des évolutions en amélioration par rapport à 2013 tant sur le plan politique avec l'élection d'un nouveau premier ministre réformateur disposant d'une majorité à la chambre basse, que sur le plan économique avec une légère ré-accélération de la croissance, une réduction de l'inflation et des déficits publics et extérieurs. A l'inverse, en Russie, l'économie a basculé progressivement dans la récession sous l'effet conjugué des mesures d'embargo prises par les Etats-Unis et l'Union européenne et le retournement à la baisse des prix du pétrole sur la deuxième partie de l'année.

Au Brésil, la croissance, qui s'était essoufflée au cours des dernières années, a calé en 2014 : les incertitudes liées au contexte économique international et à la préparation des élections présidentielles d'octobre ont fait chuter l'investissement, déjà affaibli par un cadre réglementaire et fiscal contraignant, des infrastructures insuffisamment développées et un climat des affaires terni par des affaires de corruption.

La consommation privée a quant à elle souffert de l'érosion de la progression des salaires réels et du durcissement de la politique monétaire. Enfin, en Chine, la croissance poursuit son ralentissement structurel : supérieure à 10% en 2010, elle s'est établie à 7,4% en 2014. Alors que la demande externe pour les biens manufacturés chinois s'est durablement affaiblie, le ralentissement est également largement lié à des facteurs internes. En particulier, les distorsions dans l'industrie et le marché immobilier, l'excès de dette des entreprises, la détérioration de la qualité des portefeuilles de prêts et le resserrement du cadre réglementaire dans le secteur financier pèsent sur l'investissement interne.

En Zone euro, l'année 2014 n'a pas été celle de l'accélération de la reprise. Après un sursaut en début d'année, la confiance s'est peu à peu dissipée sur le reste de l'année. L'industrie manufacturière, moteur de la reprise, a pâti du ralentissement de la demande mondiale. Une croissance plus faible que prévu en Chine et l'escalade des tensions géopolitiques au cours de l'été (principalement entre l'UE et la Russie) ont entraîné une érosion de la confiance et pénalisé le secteur manufacturier, particulièrement sensible à la dynamique des exportations. Aussi la zone euro n'a-t-elle pas connu toutes les phases du cycle de reprise classique, avec une demande extérieure qui dope l'activité dans le secteur manufacturier entraînant une hausse de l'emploi et, en fin de compte, un rebond de la demande intérieure. L'investissement, sérieusement touché par la crise, se situe toujours à 15 % environ en dessous des niveaux antérieurs à la crise, tandis que la consommation privée a enregistré des performances qui, sans être brillantes, se sont néanmoins améliorées, essentiellement grâce à la faiblesse de l'inflation. Les niveaux élevés de chômage dans plusieurs Etats membres ont en effet lourdement pesé sur la dynamique du revenu disponible. Après une contraction de 0,4 % en 2013, la croissance du PIB devrait être d'à peine 0,8% en 2014, soit une reprise pour le moins timide.

En France, en 2014, comme en 2012 et 2013, les espoirs de reprise ont été déçus. La croissance a certes été positive mais à peine. Elle est allée de contrecoup en rattrapage sans parvenir à décoller, comme en atteste le sursaut trompeur du troisième trimestre (avec une hausse inattendue de 0,3% en rythme trimestriel du PIB) : il doit beaucoup à la consommation publique et à la formation des stocks, des moteurs de croissance difficiles à considérer comme pérennes. La résistance à la baisse de la consommation des ménages, malgré un pouvoir d'achat sous pression, est remarquable mais la croissance n'en reste pas moins tirée vers le bas par l'investissement, qu'il s'agisse de celui des entreprises, des ménages ou des administrations publiques et les exportations n'ont pas pris le relais. Pendant ce temps, et cela va avec la panne de croissance, le retour de la confiance se fait toujours désirer. Il y a plusieurs raisons à cela et pourquoi la reprise a fait faux bond en 2014. Aux faiblesses structurelles de l'économie française se greffent des freins de nature plus conjoncturelle. L'analyse des erreurs de prévisions est instructive. Il en ressort les points suivants. Sur le front intérieur, la correction immobilière a été plus sévère que prévu et l'ampleur de cette correction démarque la France. Les premiers effets du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) n'ont, visiblement, pas été au rendez-vous. Le Pacte de responsabilité et de solidarité n'a pas eu l'effet d'annonce escompté sur la confiance. La politique économique n'a pas gagné en lisibilité et stabilité. La consolidation budgétaire est plus difficile que prévu et on n'en voit pas la fin. En conséquence, la visibilité ne s'est pas améliorée et l'incertitude ne s'est pas amenuisée. L'environnement extérieur, européen comme émergent, s'est avéré, de son côté, moins porteur qu'attendu, notamment du fait de la crise russo-ukrainienne. Dans ces conditions, le climat des affaires peut difficilement s'améliorer de manière durable et auto-entretenue. L'absence d'amélioration des conditions sur le marché du travail, à la fois cause et conséquence de l'atonie de la croissance, n'est pas surprenante non plus.

En **Zone UEMOA**, malgré un environnement mondial toujours terne, l'activité au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a fait preuve de résilience affichant une croissance de 6,8% en 2014 contre 5,9% en 2013. Parallèlement, l'inflation s'est établie à -0,2% contre 1,6% en 2013, en rapport avec le repli des prix des produits alimentaires (produits locaux comme importés), notamment les céréales et les tubercules.

PERSPECTIVES 2015

Aux Etats-Unis, nous attendons une croissance comprise entre 3,0% et 3,5%, s'expliquant par des performances toujours bonnes des dépenses de consommation, nourrissant une nouvelle accélération de l'investissement des entreprises. Le commerce extérieur pourrait, en revanche, être un frein. Le différentiel de croissance entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux plaide pour des importations américaines dynamiques et des exportations qui le seront moins. La récente appréciation marquée du dollar (d'environ 10% en termes effectifs), en pénalisant la compétitivité externe des Etats-Unis, pourrait conduire à un creusement plus important des déficits extérieurs. L'effondrement des prix du pétrole plaide en revanche pour une nouvelle réduction de la facture énergétique externe.

De fait, les niveaux touchés par le West Texas Intermediate – prix de référence du pétrole brut aux Etats-Unis – au début de 2015 sont tels qu'ils pourraient permettre aux Etats-Unis d'afficher un équilibre de ses échanges extérieurs en produits pétroliers, une situation inédite depuis le début des années 1990. Au-delà des comptes extérieurs, l'évolution du prix des matières premières pourrait avoir un effet légèrement positif sur la croissance, en libérant davantage de pouvoir d'achat pour les ménages. L'effet serait d'autant plus important si les entreprises choisissaient de répercuter le recul de leurs coûts de production sur leurs prix de vente.

Dans les principaux pays émergents, l'environnement mondial devrait être plus favorable grâce à une consolidation de la croissance aux Etats-Unis, un frémissement dans la zone euro et la baisse des prix du pétrole et des autres matières premières. En effet, le gain de pouvoir d'achat pour les pays émergents importateurs de matières premières devrait a priori l'emporter sur le manque à gagner pour les pays exportateurs. D'après les calculs de la Banque mondiale, une baisse de 20% des prix du pétrole, représente, toutes choses égales par ailleurs, un gain de croissance de 0,9%. Or, début 2015, le prix du baril de Brent a déjà diminué de 40% par rapport à 2014. En revanche, la hausse du dollar va alourdir la charge de la dette des Etats et, surtout, des grandes entreprises qui ont profité de la liquidité injectée par la Fed au cours des années 2009-2013 pour s'endetter en dollars. Le risque est particulièrement élevé pour les entreprises du secteur minier et des industries intermédiaires qui sont pénalisées par la baisse quasi générale des prix des matières premières et semi-produits industriels. Enfin, le risque politique et sécuritaire va rester très prégnant, au Moyen-Orient bien entendu, mais aussi en Afrique et dans les pays de la CEI où les affrontements dans l'Est de l'Ukraine pourraient faire tâche d'huile pour d'autres pays de la CEI.

En Zone euro, après une année 2014 à nouveau décevante, l'activité devrait, enfin, commencer à accélérer courant 2015, sous l'effet de plusieurs impulsions positives, comme la baisse des prix du pétrole, la dépréciation de la monnaie et la robustesse de la croissance dans quelques grands pays avancés tels que les Etats-Unis, le Canada ou le Royaume-Uni. Toutefois, l'absence d'inflation reste un sujet de préoccupation. Certes, ses composantes les plus volatiles, à savoir les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ont largement contribué à son ralentissement au cours des derniers mois, mais celui-ci a aussi des racines plus profondes. L'inflation sous-jacente (hors alimentaire et énergie), plus sensible aux facteurs domestiques (écart au potentiel, chômage, crédit) recule également. Pour lutter contre la faiblesse de l'inflation et les risques de plus en plus grands de déflation, la BCE va probablement adopter de nouvelles mesures de politique monétaire non conventionnelle, dont l'achat de titres de dette souveraine. Une telle initiative contribuera probablement à réduire encore les taux d'intérêt à long terme et à abaisser, par conséquent, les coûts de financement de l'économie, stimulant ainsi la demande intérieure. Pour toutes ces raisons, nous prévoyons une croissance du PIB à plus de 1 % en 2015 et à un peu moins de 2 % en 2016.

En France, les espoirs de reprise, déçus jusqu'à présent, se reportent sur 2015. Non sans raison. La dépréciation de l'euro arrive à un bon moment pour le secteur exportateur, après plusieurs années très difficiles (chute de la demande des pays du sud de l'UEM, pertes de marchés consécutives aux « dévaluations internes » espagnole, portugaise, irlandaise...).

Sur le front intérieur, des mesures de relance de l'offre et de soutien de la demande montent en puissance. La reprise pourra aussi s'appuyer sur le toujours très bas niveau des taux d'intérêt et le stimulus monétaire de la BCE.

Le redémarrage reposerait encore fondamentalement sur celui de la consommation des ménages. Celle-ci devrait être entretenue par l'orientation un peu plus favorable de leur pouvoir d'achat grâce à la baisse de l'inflation en lien avec celle du pétrole, le rythme attendu de progression du revenu disponible brut (RDB) nominal étant similaire à 2014. D'un côté, le RDB devrait certes être soutenu par les hausses d'impôts moindres et la légère progression anticipée de l'emploi total (à la faveur du nombre accru des emplois aidés dans le secteur non marchand et de l'effet cumulé sur l'emploi marchand du CICE et des allègements de charges du pacte de responsabilité ciblés sur les bas salaires en 2015). Mais de l'autre, sa progression restera tirée vers le bas par celle des salaires, sous la double pression du niveau élevé du taux de chômage et de l'effort attendu de reconstitution des marges des entreprises, ce dernier contraignant aussi le redémarrage de l'emploi du fait des gains de productivité qu'il implique.

Les exportations devraient, quant à elles, bénéficier de la baisse de l'euro, du renforcement de la croissance aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, du redressement de celle de la zone euro et du maintien global de celle des pays émergents. Le redémarrage de la consommation privée et des exportations doit entraîner celui de l'investissement des entreprises, à l'aide aussi de la petite impulsion espérée du pacte de compétitivité. En plus de ces moteurs qui redémarrent, il y a un frein qui devrait se desserrer, celui de l'investissement résidentiel dont le rythme de baisse devrait ralentir. En revanche, l'investissement public accentuera le sien et la consommation publique sera moins soutenue…

Au final, d'après nos prévisions, la croissance atteindrait 0,9% en moyenne annuelle en 2015, après 0,4% en 2014. Elle gagnerait ensuite en force, à 1,5% en 2016. Si la reprise se confirme, la croissance resterait toutefois fragile et faible, inférieure notamment à celle anticipée pour la zone euro. En effet, le poids élevé des services dans l'économie et des taxes dans le prix des carburants font que la baisse du prix du pétrole devrait se traduire par un surcroît de croissance en France un peu moins important qu'ailleurs en Europe. Il en va de même de la compétitivité dégradée de l'économie qui limite l'effet bénéfique de la dépréciation de l'euro. Enfin, la France étant moins avancée que d'autres pays de la zone euro dans son processus de consolidation budgétaire, son activité va s'en trouver plus durablement freinée.

La zone UEMOA a confirmé son dynamisme en 2014 en affichant une croissance estimée à 6,2% contre 5,7% en 2013. Si la Côte d'Ivoire reste la locomotive régionale, l'accélération de la croissance régionale témoigne d'un renforcement de l'activité dans la quasi-totalité des pays. Les perspectives pour 2015 sont toujours bien orientées, avec un PIB réel régional qui progresserait de 6%. Néanmoins de nombreux facteurs de tension sont à signaler : élections en Côte d'Ivoire, transition politique au Burkina Faso, problèmes sécuritaires au Sahel et pressions sur les cours des principales matières premières exportées par la région (à l'exception du cacao). L'épidémie Ebola restera également une menace même si la contagion a été bien contenue jusqu'à présent. En outre, l'inflation est demeurée basse en 2014, inférieure à 1%, et le restera en 2015 (+2,3%) grâce aux effets stabilisateurs de la zone FCFA et à la chute des cours du pétrole.

Croissance et perspectives de l'économie mondiale

Taux de croissance en %	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
Production mondiale	3,1	3,3	3,3	3,3
Economies avancés	**1,4**	**1,3**	**1,8**	**2,4**
États-Unis	**2,8**	**2,2**	**2,4**	**3,5**
Zone euro	-0,7	-0,5	0,8	1,2
Allemagne	0,9	0,2	1,5	1,3
France	0,3	0,3	0,4	0,9
Espagne	-1,6	-1,2	1,4	2,0
Japon	1,4	1,6	0,1	0,6
Royaume-Uni	0,3	1,7	2,6	2,7
Canada	1,7	2,0	2,4	2,3
Autres pays avancés	1,9	2,2	2,8	3,0
Pays émergents et en développement	**4,9**	**4,7**	**4,4**	**4,3**
Afrique subsaharienne	4,8	5,2	4,8	4,9
Russie	3,4	1,3	0,6	-3,0
Chine	7,7	7,8	7,4	6,8
Inde	3,2	5,0	5,8	6,3
Brésil	1,0	2,5	0,1	0,3
Afrique du Sud	2,5	2,2	1,4	2,1

Source : FMI, Perspective de l'économie mondiale – janvier 2015

Côte d'Ivoire

BILAN 2014

Sur le plan national, la dynamique économique amorcée depuis 2012 s'est poursuivie en 2014 avec un taux de 8,5%, impulsée par l'ensemble des secteurs, principalement les secteurs secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré un ralentissement (4% de croissance contre 6,9% en 2013) en raison de la baisse attendue de la production de cacao. Par ailleurs, l'agriculture vivrière connaît une évolution de 5,3% essentiellement due à la poursuite de la politique rizicole.

Le secteur secondaire tirant profit de l'amélioration de l'environnement des affaires a progressé de 6,1% en relation notamment avec la hausse des BTP (+20%) liée à la mise en œuvre des chantiers publics et à la bonne évolution des industries manufacturières (+12,8%) et agro-alimentaires (+11,5%).

De même, le secteur tertiaire, bénéficiant du dynamisme des activités dans le commerce (+12%), les télécommunications (+10,8%), les transports (+10,4%) et les autres services (+13,7%), a connu une croissance de 12,4%.

Contributions sectorielles à la croissance du PIB de 2011 à 2015

Taux de croissance en %	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
PIB total	**-4,7**	**9,8**	**9,0**	**9,0**	**10,0**
secteur primaire	1,7	2,3	6,9	4,0	3,4
secteur secondaire	-9,7	19,2	8,8	6,1	14,5
secteur tertiaire	-12,7	13,5	9,6	12,4	12,9
Consommation finale	-5,5	13,0	5,7	8,2	7,7
Exportations de biens	-3,2	12,0	6,0	9,2	9,6
Importations de biens	-8,6	77,2	6,4	9,1	9,1
en % du PIB					
Investissements	**8,2**	**13,7**	**14,6**	**16,0**	**17,0**
Public	2,8	4,9	7,5	7,7	7,7
Privé	5,4	8,8	7,1	8,3	9,3

*Source : Direction Générale de l'Economie – **Cadrage macro économique – Octobre 2014***

Evolution des produits du secteur primaire de 2011 à 2015

Productions (en milliers de tonnes)	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
Café	32	121	104	107	111
Cacao	1 559	1 499	1 671	1 650	1 602
Bananes	356	377	394	414	455
Coton graine	198	288	358	417	480
Huiles de palme	394	418	392	412	433
Sucre	202	193	179	187	193
Caoutchouc	239	255	290	322	350
Anacarde	380	450	488	550	610
Pétrole (milliers de barils)	12 391	10 770	9 133	6 812	7 518
Gaz (millions de m3)	1 632	1 780	2 126	2 205	2 230
Or (Kilogramme)	12 357	12 164	15 516	15 000	18 000
Manganèse (tonnes)	49 944	108 330	254 499	300 107	360 000

*Source : Direction Générale de l'Economie – **Cadrage macro économique – Octobre 2014***

Profitant d'une situation globale en amélioration, les recettes ont cru de 22,3% soutenues par les revenus des opérations extérieures en hausse de 35% (+142 Mds XOF).

Conformément aux priorités gouvernementales annoncées dans la loi de finance 2014, les dépenses relatives aux charges de personnel (recrutement de 18 933 nouveaux agents et déblocage des salaires) et aux investissements ont augmenté, respectivement de 13,9% (+144,4 Mds XOF) et de 7,4% (+68,7 Mds XOF). Les secteurs des infrastructures et de l'énergie restent les principaux destinataires des investissements publics. Parallèlement, les dépenses liées au remboursement de la dette intérieure ont enregistré une hausse de 19% (+136,8 Mds XOF).

PERSPECTIVES 2015

En 2015, les perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire restent fortes. Le FMI prévoit une croissance autour de 9.4% assortie d'un taux d'inflation à 1,7%, grâce à la vigueur de l'investissement privé dans l'agriculture, les mines, le logement et les services, et à l'investissement public dans les infrastructures des transports et de l'énergie, ainsi que dans les secteurs sociaux.

Cette projection dépend toutefois de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance, ainsi que de la stabilité sociopolitique. Concrètement, il s'agira de réussir l'organisation des élections, d'accentuer les actions de lutte contre la corruption, d'apurer la dette intérieure.

Le budget 2015 s'équilibre en ressources et en emplois à 5 014,3 Mds XOF, en hausse de 13,8% par rapport à 2014. Cette augmentation est essentiellement liée à la progression des recettes fiscales (+10,7%) et des emprunts (+44%). Ces prévisions induisent un taux de pression fiscale de 15,3% du PIB, en deçà du plancher de la norme communautaire de 17%.

Quant aux dépenses du budget, elles enregistrent une augmentation imputable à l'accroissement des charges de personnel et au renforcement des dépenses d'investissement. La hausse des charges de personnel s'explique principalement par la poursuite du déblocage des avancements indiciaires des fonctionnaires engagés en 2014 puis au recrutement de 9 283 nouveaux agents.

En conformité avec les intentions gouvernementales, les dépenses d'investissement s'accroissent de 14,6% par rapport à 2014 et le poids de celles-ci dans les dépenses totales est en légère progression passant de 29,6% en 2014 à 30% en 2015.

Les dernières notes pays attribuées par des agences de notation internationales sont une traduction de la relative stabilité économique retrouvée du pays [noté B (perspective positive) par Fitch et B1 (perspective positive) par Moody's]. Enfin, le fait marquant de ces deux dernières années aura été la levée coup sur coup de deux Eurobond par l'Etat ivoirien, et ce, pour la première fois de son histoire, à savoir 750 MUSD en 2014 et 1 000 MUSD en 2015.

Evolution du Budget de l'Etat 2011 - 2015

En milliards de FCFA	*2011*	*2012*	*2013*	*2014*	*2015 (p)*
Recettes totales	**3 050,4**	**3 195,6**	**3 870,2**	**4 731,6**	**5 014,3**
Recettes Intérieures	2 086,2	2 579,2	3 259,8	3 965,6	4 025,8
Recettes extérieures	964,2	616,4	555,0	697,4	988,5
Dette publique	**1 291,5**	**883,0**	**972,2**	**1 167,4**	**1 213,3**
Dette Intérieure	914,2	372,6	719,1	855,9	827,2
Dette extérieure	377,3	510,4	253,1	311,4	386,1
Dépenses Ordinaires	**1 418,9**	**1 779,3**	**1 752,9**	**1 931,8**	**2 267,0**
Dépenses d'investissement	**340,1**	**612,3**	**935,1**	**1 003,8**	**1 496,3**

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale des Impôts

Le marché bancaire ivoirien a été animé en 2014 par 25 banques et établissements financiers. L'année aura été marquée par la liquidation d'une banque de la place, exigée par les autorités de régulation.

Dans ce contexte, l'action de rénovation des agences de la BICICI et l'ouverture de nouveaux points de vente se sont poursuivies. Le fait marquant reste la rénovation de l'agence principale d'Abidjan Plateau, offrant désormais un plus grand confort aux clients et une meilleure proximité de ceux-ci avec les équipes commerciales.

La conquête de clients Particuliers et Professionnels, leur équipement tant en crédits qu'en produits dédiés de même que l'analyse régulière de la conformité des opérations confiées par nos clients ont jalonné l'exercice de l'activité Retail.

Concernant l'activité Entreprises et Institutionnels, le lancement d'un Desk Soft Commodities (Département exclusivement dédié au financement des acteurs opérant dans le négoce et la transformation de matières premières agricoles) a été structurant pour la banque puisqu'il aura permis de gagner en professionnalisme dans l'approche de cette clientèle exigeante.

De même, le lancement en 2014 de l'activité d'affacturage confirme la volonté de la BICICI d'innover en mettant à la disposition de ses clients une offre de produits et services toujours plus riche et plus proche de leurs besoins.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES

Les encours de ressources affichent une forte hausse de 24,1%.

La clientèle des entreprises et institutionnels enregistre une forte progression des dépôts à vue de 24,3% en lien avec la campagne Café-Cacao.

La rubrique des Autres Ressources a également fortement augmenté (+51%). A l'instar de l'année 2013, ce niveau s'explique par l'évolution des dépôts de garantie nécessaires à l'émission de monnaie électronique relative au développement des activités de Mobile Money en partenariat avec Orange Côte d'Ivoire.

Les encours sur la clientèle des Particuliers et des Professionnels évoluent de 19,7%, tirés par les dépôts à vue (+14,6%) et l'épargne (+10,1%).

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Clientèle Entreprises & Institutionnels	123 119	153 029	24,3%
Clientèle Particuliers et Professionnels	205 148	245 596	19,7%
Autres ressources	31 438	47 604	51,4%
Total Ressources	**359 705**	**446 230**	**24,1%**

Au terme de l'exercice 2014, le ratio emplois / dépôts de la BICICI demeure favorable à 80,07%. De même, la banque reste attentive à son coût de ressources captées, qui s'est ainsi amélioré de 34 points de base sur l'année.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Les volumes de remplois sont globalement en hausse de 10%.

Les financements de crédits à la clientèle des Particuliers et des Professionnels augmentent fortement de 20,3%. Cette croissance est essentiellement portée par la hausse des crédits à la consommation de 23,8%. La part contributive des crédits à l'habitat reste modeste en volume. Les encours de crédits aux Professionnels évoluent quant à eux de façon significative (+32%), bien que relativement faibles en valeur absolue.

La clientèle Entreprises et Institutionnels a connu une progression des encours de 7,4% s'expliquant par :

- L'accélération de la production de crédit d'investissement (+7,7%)
- L'impact des mises en place importantes sur le crédit-bail, cette activité ayant par ailleurs profité de la reprise du marché automobile.
- L'augmentation des crédits court terme (+27,3%)

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Clientèle Entreprises & Institutionnels*	231 639	248 741	7,4%
Clientèle Particuliers et Professionnels	58 580	70 445	20,3%
Total Remplois	**290 219**	**319 186**	**10,0%**
**Dont créances commerciales sur l'Etat*	17 639	12 402	-29,7%

Les créances commerciales sur l'Etat Ivoirien sont en baisse de près de 30%, du fait des amortissements contractuels de nos créances. A fin 2014, le volume d'encours des titres obligataires et des bons du trésor est de 60 Mds FCFA, contre 51,3 Mds FCFA à fin 2013 (+16,9%).

ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ

En ressources, notre position n'a pas été gênée par l'environnement concurrentiel sur la place bancaire et notre part de marché connaît une légère amélioration. En revanche, notre part de marché de remplois baisse sous l'effet d'une rude concurrence, notamment des banques les plus récentes de la place ayant une pratique tarifaire particulièrement agressive.

En %	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14
Part de marché dépôt clientèle	9,2	9,9	9,0	9,2
Part de marché emplois clientèle	10,0	9,9	10,0	9,1

Source APB-CI

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT A FIN DÉCEMBRE 2014

Evolution du Produit Net Bancaire (PNB)

La dynamique commerciale engagée depuis 2012 se poursuit sur les deux lignes de clientèle.

La VAC totalise 22 885 MFCFA, soit une progression de 19,8% tirée par :

- La marge sur capitaux, en progression de 14,4%
- la hausse des revenus du portefeuille de titres (+18,3%).
- Les bons résultats de l'activité crédit-bail dont les revenus sont en hausse de 84,0%
- La progression du résultat de change (+47,2%).

Les commissions nettes évoluent de +11,3% en dépit de l'entrée en vigueur de services gratuits à la clientèle imposés par la BCEAO depuis octobre 2014.

Au total, le PNB ressort à près de 38 Mds FCFA, en hausse de 16% et dépassant ainsi l'objectif budgétaire de 9,61%.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Produit Net Bancaire (PNB)	**32 655**	**37 976**	**5 321**	**16,29%**
VAC	**19 099**	**22 885**	**3 786**	**19,82%**
Dont opérations de trésorerie et interbancaires	155	175	20	12,85%
Dont revenus du portefeuille titres	3 184	3 768	584	18,34%
Commissions Nettes	**13 556**	**15 091**	**1 534**	**11,32%**

Evolution des frais de gestion

Les frais du personnel, bien qu'en augmentation (+1,9%), restent contenus dans le budget. En plus d'une hausse des appointements liée à l'évolution de l'effectif et aux changements de situation, 2014 a supporté le paiement d'une prime exceptionnelle sur le résultat 2013, du fait de la belle performance réalisée par les collaborateurs de la banque. Sur l'année, l'effectif (hors CSP) est passé de 534 collaborateurs à 546 au 31 décembre 2014.

L'augmentation des autres frais généraux de 5,3% s'explique principalement par les frais induits par l'extension du réseau d'agences, par la relocalisation des back-office et par les charges informatiques en hausse de 17,6%.

Les dotations aux amortissements sont stables en attendant la prise en compte des amortissements liés aux travaux de rénovation du siège principal.

Au final, les frais généraux de la BICICI sont en hausse de 3,7%, totalisant 23,9 Mds FCFA.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Total Frais De Gestion	**-23 018**	**-23 869**	**851**	**3,70%**
Frais de personnel	-8 671	-8 839	168	1,94%
Autres Frais Généraux	-11 819	-12 448	629	5,33%
Dot. Aux amortissements	-2 528	-2 581	53	2,10%

EVOLUTION DU RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (R.B.E.)

Sous l'effet conjugué de la forte hausse du PNB et de la maîtrise des frais généraux, la rentabilité opérationnelle s'améliore avec un RBE qui progresse de 46,4%.

Le coefficient d'exploitation ressort à 62,85% contre 70,49% en 2013.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation	
R.B.E. A FP SOC.	**9 638**	**14 107**	**4 469**	**+ 46,4%**
Coefficient d'exploitation	70,49%	62,85%	-7,64 pts	

EVOLUTION DU COUT DU RISQUE

Le coût du risque connaît une nette hausse en 2014, totalisant 2 792 M FCFA.

La banque a procédé au provisionnement de dossiers près une analyse stricte des risques et dans le respect des règles prudentielles édictées par le régulateur. Dans le même temps, après une année 2013 exceptionnelle en termes de reprises et de récupérations de créances amorties, l'année 2014 a été moins favorable.

Les nivellements par Produits et Charges Exceptionnels (PCE) sont quant à eux en baisse de 73,01%.

Le taux de couverture des créances douteuses ressort à un niveau confortable, soit 85,08%.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Total général	**497**	**-2 792**	**3 289**
Dotations	-1 051	-4 064	3 013
Nivellement à PCE	-1 827	-493	-1 334
Reprises & Récupérations de créances amorties	3 375	1 764	-1 611

EVOLUTION DU RESULTAT COURANT ET DU RESULTAT NET

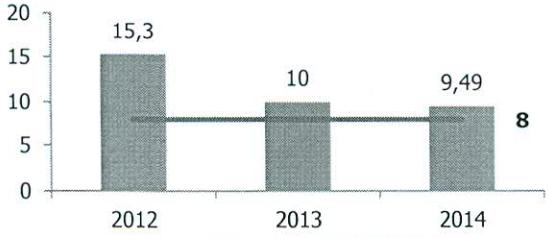
Le résultat courant avant impôt a subit les charges exceptionnelles liées au contrôle fiscal en 2014 qui s'est traduit par le paiement de 670 M FCFA à l'administration fiscale.

A contrario, le RCAI a bénéficié d'un réajustement du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) et augmente de 37,9%.

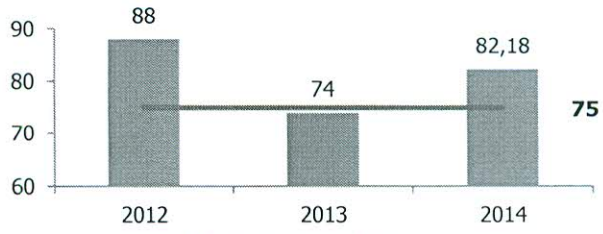
Le résultat net comptable s'élève à 10 106 M XOF en hausse de 9,0%. Les objectifs budgétaires sont dépassés de 35,7%.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Résultat Courant	10 136	11 315	-1 179	11,63%
Résultat Net Avant Impôt	11 245	11 940	-695	6,18%
Résultat Net	**9 269**	**10 106**	**-837**	**9,03%**

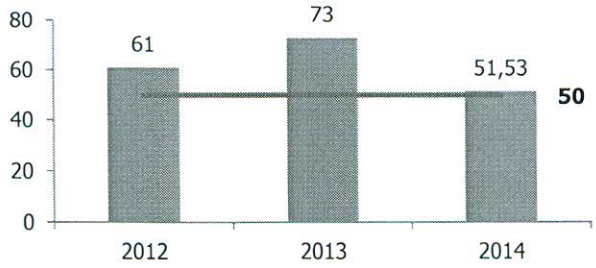
ÉVOLUTION DES RATIOS PRUDENTIELS



Ratio de Solvabilité



Ratio de Liquidité



Ratio de couverture des emplois MLT par les ressources stables

L'activité de crédits à l'économie ivoirienne par la BICICI a été marquée par une croissance soutenue au cours de ces trois dernières années. Les encours de crédits à moyen terme ont notamment connu une hausse significative. Cela s'est traduit par une baisse de notre ratio de solvabilité et également par une baisse de notre ratio de couverture des emplois à moyen terme par des ressources longues.

Il apparaît dès lors pertinent de mener des actions en vue d'améliorer ces ratios réglementaires et de continuer ainsi à soutenir l'économie de façon résolue, notamment en renforçant la captation de ressources longues, en révisant notre approche en matière de rémunération de ces dépôts et en renforçant nos fonds propres.

RÉPARTITION DU RÉSULTAT 2014

Le Résultat Net Comptable s'élève à FCFA 10 105 906 071 ce qui augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 897 127 se traduit par un bénéfice disponible de FCFA 10 106 803 198.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation de ce bénéfice comme suit :

- Dotation de 15% à la réserve spéciale (article 27 de la loi bancaire) soit FCFA 1 515 885 911,
- Dotation d'une réserve complémentaire de FCFA 2 500 000 000,
- Distribution définitive de FCFA 6 083 334 550, soit un dividende brut de FCFA 3 650 par action représentant 36,5% du nominal de l'action,
- Mise en report à nouveau de FCFA 7 582 737.

PERSPECTIVES 2015

Dans un environnement économique plutôt bien orienté, nous resterons tout de même attentifs aux conditions de tenue du scrutin présidentiel d'octobre 2015. Celui-ci sera en effet déterminant pour l'accélération de la bonne dynamique déjà observée, mais également pour la concrétisation de projets portés par bon nombre d'investisseurs.

Le bon équilibre bilanciel de la BICICI, son dispositif de qualité suite aux travaux d'extension et de rénovation de ces dernières années et sa stratégie claire de développement sont autant d'atouts pour faire en sorte que l'année 2015 lui soit profitable.

Il conviendra de rester vigilant sur la gestion du risque de crédit et sur le respect de nos règles en matière de conformité de nos opérations, tout en étant attentif à la rentabilité d'ensemble de la banque.

Deloitte
Immeuble ALPHA 2000
01 BP 224 Abidjan 01

MAZARS
Immeuble Le Longchamp
01 B.P. 3989 Abidjan 01

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- Le respect de la réglementation prudentielle ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) sont, au regard des règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Notre revue du contrôle interne avait essentiellement pour objectif d'orienter nos travaux d'audit des états financiers. Ne consistant pas en une étude approfondie de l'organisation, elle n'a donc pas nécessairement mis en évidence toutes les faiblesses de l'organisation actuelle.

Notre examen a mis en évidence des axes d'améliorations qui font l'objet d'un rapport séparé adressé au Conseil d'Administration de la Banque, conformément à l'article 8 de la circulaire n°004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire de l'UMOA.

3.1 Vérifications des documents présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque.

3.2 Vérifications spécifiques prévues par la réglementation bancaire

3.2.1 Ratios prudentiels

La revue des ratios nous a permis de noter que la Banque respecte tous les ratios établis dans le dispositif prudentiel.

3.2.2 Encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque

Conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque, aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10% ou plus des droits de vote au sein de la Banque, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent à FCFA 2 375 millions au 31 décembre 2014, soit 6,59 % des fonds propres effectifs qui s'établissent à FCFA 39 038 millions à cette date.

Le plafond autorisé par la réglementation bancaire n'a pas encore fait l'objet d'instruction de la Banque Centrale à la date du présent rapport. Ce ratio était de 20% dans l'ancienne loi bancaire.

Abidjan, le 09 juin 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc Wabi
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Deloitte.
Immeuble ALPHA 2000
01 BP 224 Abidjan 01

MAZARS
Immeuble Le Longchamp
01 B.P. 3989 Abidjan 01

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES ET LES CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 45 DE L'ORDONNANCE DU 1er DECEMBRE 2009 PORTANT REGLEMENTATION BANCAIRE

Etabli en application des dispositions des articles 440 à 442 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE) et de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire

Exercice clos le 31 décembre 2014

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées et les conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire.

En application des dispositions des articles 440 à 442 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE), nous portons à votre connaissance les conventions suivantes, visées aux articles 438 à 448 de cette loi et qui concernent :

- Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs, directeur général ou directeur général adjoint ;
- toute convention entre la société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un administrateur, directeur général, directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- Toute convention intervenant entre la société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, directeur général, directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante.

Ce rapport ne concerne pas les conventions normales portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercant des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions relevant des articles 438 à 440 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

1.1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2014

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Banque ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2014.

1.2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2014

En application de l'article 440 alinéa 6 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1.2.1. Convention de coopération technique avec BNP PARIBAS - BDDI PARTICIPATION

Administrateur concerné : BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION.

Modalités et rémunérations

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à **FCFA 1 044 millions**.

1.2.2. Convention de gestion déléguée des prestations informatiques avec BNP PARIBAS - SFDI

Administrateur concerné : BNP PARIBAS – SFDI

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, pour prendre en charge des prestations informatiques visant des services généraux normalisés dans le Groupe BNP PARIBAS.

Modalités et rémunérations

Aux termes de cette convention, les dépenses de gestion déléguée engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à **FCFA 370 millions.**

1.2.3. Convention de prestations de services informatiques avec BDSI

Administrateur concerné : BNP PARIBAS représenté par Monsieur Hakim BENMANSOUR

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, pour prendre en charge des prestations informatiques indiquées dans le contrat d'application

Modalités et rémunérations

Aux termes de cette convention, les dépenses engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à **FCFA 407 millions.**

1.2.4. Convention d'assistance technique avec BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : BICICI

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICI-BOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

Modalités et rémunérations

Au titre de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICI-BOURSE pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 37 millions.**

1.2.5. Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et sa filiale BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : BICICI

Nature et objet

Remboursement par BICI-BOURSE des frais et débours engagés par la BICICI.

Modalités et rémunérations

En application de cette convention, BICI-BOURSE rembourse à la BICICI la quote part de frais de tenue de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale d'Actionnaires. Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au cours de l'exercice 2014.

1.2.6. Convention de service d'audit dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP) Audit

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Cette convention fixe le principe et les modalités de remboursement des dépenses occasionnées par l'équipe centrale du Hub, basée géographiquement à Dakar, au Sénégal, dans le cadre des prestations (missions) d'audit.

Modalités et rémunérations

La clé de répartition retenue est le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 88 millions.**

1.2.7. Convention de service d'analyse des risques dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP) Risques

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Il a été créé une plateforme « Risque», centre régional, à des fins de gestion du risque de crédit à l'échelle des BICI. L'équipe est basée géographiquement à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et réalise des prestations pour le compte des BICI.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans la cadre de cette plateforme sont refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et la volumétrie des dossiers entrants. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 199 millions.**

1.2.8. Convention d'assistance technique avec le CSP Risques

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Assistance technique en faveur du CSP, à sa demande.

Modalités et rémunérations

Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au CSP risque au titre de l'exercice 2014.

1.2.9. Convention de prestations de services de formation dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) Formation

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Le CSP Formation a pour responsabilité de définir et piloter la stratégie de formation des entités BICI de la zone Afrique francophone. Il a en charge l'organisation et l'animation des formations du périmètre Learning and Development (L&D) pour l'ensemble des pays, à l'exception des formations non régionalisables qui seront organisées par des relais locaux.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le PNB et sur le nombre de formations réalisées. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 100 millions.**

1.2.10. Convention de prestations de services de Monétique dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) monétique

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Le CSP monétique régionale prendra en charge les activités Émission, Gestion des GAB, Gestion de la fraude et Gestion des réclamations pour le compte des sites BNP PARIBAS de la zone UEMOA. L'objectif poursuivi est l'amélioration de la qualité de traitement, la réduction du risque opérationnel et la génération de gains économiques.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) Global et sur le niveau d'activité de chacun des sites. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 122 millions**.

1.2.11. Convention de prestations de services de communication dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) communication

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Le CSP communication a en charge la définition et le pilotage de la stratégie de communication régionale. Il assurera la mise en œuvre des actions de communication à l'exception des activités non régionalisables qui seront prises en charge par des relais locaux sur les sites concernés.

Modalités et rémunérations

Les coûts de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 116 millions.**

1.2.12. Convention de prestations de services de trésorerie-change dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) trésorerie- change)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS

Nature et objet

Le CSP Trésorerie-change a pour objet de piloter la Trésorerie Régionale, d'optimiser la gestion de la liquidité en Franc CFA et en devises des BICI, d'optimiser la gestion du change à travers la consolidation des besoins en devises de la zone, de contrôler et de suivre cette activité. Il initie enfin une gestion actif – passif du bilan des BICI, en lien avec les sites.

Modalités et rémunérations

Ces coûts seront refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et sur le Besoin Net de Financement. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à **FCFA 167 millions.**

2. Conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 du 1er décembre 2009

En application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par l'établissement financier à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

La BICICI a accordé des prêts d'un montant global de **FCFA 347 millions** aux personnes susvisées.

Abidjan, le 09 juin 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc Wabi
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

LES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, approuve ledit rapport ainsi que le bilan et le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

DEUXIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2014, prend acte et approuve ledit rapport.

TROISIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, prend acte et approuve les conventions mentionnées à l'article 438 précité.

QUATRIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de l'affectation du résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice qui se chiffre à F CFA 10 105 906 071 augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de F CFA 897 127 soit un bénéfice disponible de F CFA 10 106 803 198 comme suit :

- Dotation de 15% à la réserve spéciale (article 27 de la loi bancaire) soit F CFA 1 515 885 911. A l'issue de cette dotation, la réserve spéciale s'élèvera à F CFA 15 962 431 434
- Dotation d'une réserve complémentaire de F CFA 2 500 000 000
- Distribution définitive de F CFA 6 083 334 550, soit un dividende brut de F CFA 3 650 par action représentant 36,5% du nominal de l'action.
- Mise en report à nouveau de F CFA 7 582 737.

CINQUIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, donne quitus entier et sans réserve à tous les Administrateurs, de l'exécution de leur mandat qui a pris fin ou qui expire ce jour, conformément à l'article 17 des statuts :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée jusqu'au 06 janvier 2015 par M. Jean-Luc AKOTO et par M. Philippe TARTELIN à compter du 7 janvier 2015,
- PROPARCO, représentée par M. Laurent FARGE,
- UA VIE devenue SUNU Assurances, représentée par M. Mohamed BAH,
- M. Seydou Elimane DIARRA jusqu'au 10 avril 2015,
- M. Jacques Henri WAHL,
- M. Pathé DIONE,
- M. Gérard MANGOUA,
- M. Philippe SECHAUD,
- M. Jean-François FICHAUX,
- M. Jean-Christophe DURAND,
- M. François BENAROYA,
- M. Fabien RIGUET.

SIXEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 17 des statuts, renouvelle le mandat des Administrateurs ci-après, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Philippe TARTELIN,
- PROPARCO, représentée par M. Laurent FARGE,
- SUNU Assurances, représentée par M. Mohamed BAH,
- M. Jacques Henri WAHL,
- M. Pathé DIONE,
- M. Gérard MANGOUA,
- M. Philippe SECHAUD,
- M. Jean-François FICHAUX,
- M. Jean-Christophe DURAND,
- M. François BENAROYA,
- M. Fabien RIGUET.

SEPTIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 431 de l'Acte Uniforme OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, décide d'allouer aux Administrateurs en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, la somme globale de F CFA 90 000 000.

Le Conseil d'Administration répartira librement ces indemnités entre ses membres.

HUITIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

DONNEES FINANCIERES

Bilan actif

En FCFA	*Montants nets 31/12/2013*	*Montants nets 31/12/2014*
Caisse	**16 737 940 802**	**16 921 622 397**
Créances Interbancaires	**39 330 565 900**	**64 838 173 183**
- A vue	20 980 568 253	58 278 603 183
. Banques Centrales	17 180 090 708	55 025 634 305
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	3 800 477 545	3 252 968 878
- A terme	18 349 997 647	6 559 570 000
	-	-
Créances sur la Clientèle	**290 218 660 359**	**319 186 313 181**
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	8 695 274 305	2 024 319 312
. Crédits de Campagne	-	-
. Crédits Ordinaires	8 695 274 305	2 024 319 312
- Autres Concours à la Clientèle	219 125 630 300	260 909 268 995
. Crédits de Campagne	9 893 536 890	19 445 558 015
. Crédits Ordinaires	209 232 093 410	241 463 710 980
- Comptes ordinaires Débiteurs	62 397 755 754	55 727 542 044
	-	-
- Affacturage	-	525 182 830
	-	-
Titres de Placement	**46 252 596 666**	-
Immobilisations Financières	**1 518 181 654**	**61 932 562 900**
Crédit-bail et opérations assimilées	**12 674 896 228**	**23 076 583 392**
Immobilisations Incorporelles	**984 298 228**	**1 085 910 325**
Immobilisations Corporelles	**15 638 672 532**	**17 018 426 328**
Actionnaires ou Associés	-	-
Autres Actifs	**3 055 360 896**	**3 905 237 749**
Comptes d'Ordre et Divers	**2 330 491 375**	**6 292 981 763**
TOTAL ACTIF	**428 741 664 640**	**514 257 811 218**

Hors Bilan au 31 décembre 2014

ENGAGEMENTS DONNES	*31/12/2013*	*31/12/2014*
Engagements de Financement		
* En faveur d'Établissements de Crédit	-	
* En faveur de la Clientèle	13 545 946 213	12 984 965 034
Engagements de Garantie		
* D'ordre d'Établissements de Crédit	3 388 956 632	
* D'ordre de la Clientèle	52 643 643 724	48 736 435 761
Engagements sur Titres		

DONNEES FINANCIERES

Bilan passif

En FCFA	*Montants nets 31/12/2013*	*Montants nets 31/12/2014*
Dettes Interbancaires	**6 780 515 853**	**4 240 592 186**
- A vue	2 674 848 205	1 407 519 826
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	2 674 848 205	1 407 519 826
	-	-
- A terme	4 105 667 648	2 833 072 360
	-	-
Dettes à l'égard de la Clientèle	**359 996 986 440**	**447 130 258 111**
- Comptes d'Épargne à vue	95 335 238 980	104 563 336 823
- Comptes d'Épargne à terme	17 801 935 033	20 042 757 626
- Bons de Caisse	-	-
- Autres dettes à vue	169 571 774 714	220 122 226 894
- Autres dettes à terme	77 288 037 713	102 401 936 768
	-	-
Dettes représentées par un Titre	-	-
Autres Passifs	**8 313 043 094**	**7 644 320 271**
Comptes d'Ordre et Divers	**3 487 564 044**	**4 623 710 558**
Provisions pour Risques et Charges	**2 848 279 156**	**1 963 451 649**
Provisions Réglementées	-	-
Subvention d'Investissement	-	-
Fonds affectés	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	**4 610 162 157**	**3 724 458 475**
Capital ou Dotations	**16 666 670 000**	**16 666 670 000**
Primes liées au capital	**1 852 934 149**	**1 852 934 149**
Réserves	**14 914 268 154**	**16 304 612 621**
Écarts de Réévaluation	-	-
Report à nouveau (+/-)	**2 278 483**	**897 127**
Résultat de l'exercice (+/-)	**9 268 963 110**	**10 105 906 071**
TOTAL PASSIF	**428 741 664 640**	**514 257 811 218**

Hors Bilan au 31 décembre 2014

ENGAGEMENTS REÇUS	*31/12/2013*	*31/12/2014*
Engagements de Financement		
* Reçus d'Établissements de Crédit	-	-
Engagements de Garantie		
* Reçus d'Établissements de Crédit		-
* Reçus de la Clientèle	179 680 951 430	173 986 718 165
Engagements sur Titres		

DONNEES FINANCIERES

Comptes de résultat / charges

CHARGES	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et Charges Assimilées	**5 873 694 634**	**6 081 771 454**
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	202 526 592	175 624 236
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 671 168 042	5 906 147 218
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	-	-
- Autres Intérêts et Charges Assimilées	-	-
Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	**5 319 001 105**	**7 752 964 472**
Commissions	**447 573 788**	**1 032 873 519**
Charges sur Opérations Financières	**765 874 995**	**629 080 845**
- Charges sur Titres de Placement	-	-
- Charges sur Opérations de Change	88 477 990	124 876 001
- Charges sur Opérations de Hors Bilan	677 397 005	504 204 844
Charges Diverses d'Exploitation Bancaire	**34 668 174**	**89 118 307**
Achats de Marchandises	-	-
Stocks Vendus	-	-
Variations de Stocks de Marchandises	-	-
Frais Généraux d'Exploitation	**20 005 974 217**	**21 287 712 917**
- Frais de Personnel	8 134 327 650	8 252 348 870
- Autres Frais Généraux	11 871 646 567	13 035 364 047
Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations	**2 695 863 007**	**2 581 037 507**
Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	-	**1 579 399 381**
Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Gén.	-	-
Charges Exceptionnelles	**625 234 760**	**1 658 060 021**
Pertes sur Exercices Antérieurs	**891 660 086**	**3 079 539**
Impôt sur le Bénéfice	**1 976 227 000**	**1 834 188 096**
Bénéfice de l'Exercice	**9 268 963 110**	**10 105 906 071**
TOTAL	**47 904 734 876**	**54 635 192 129**

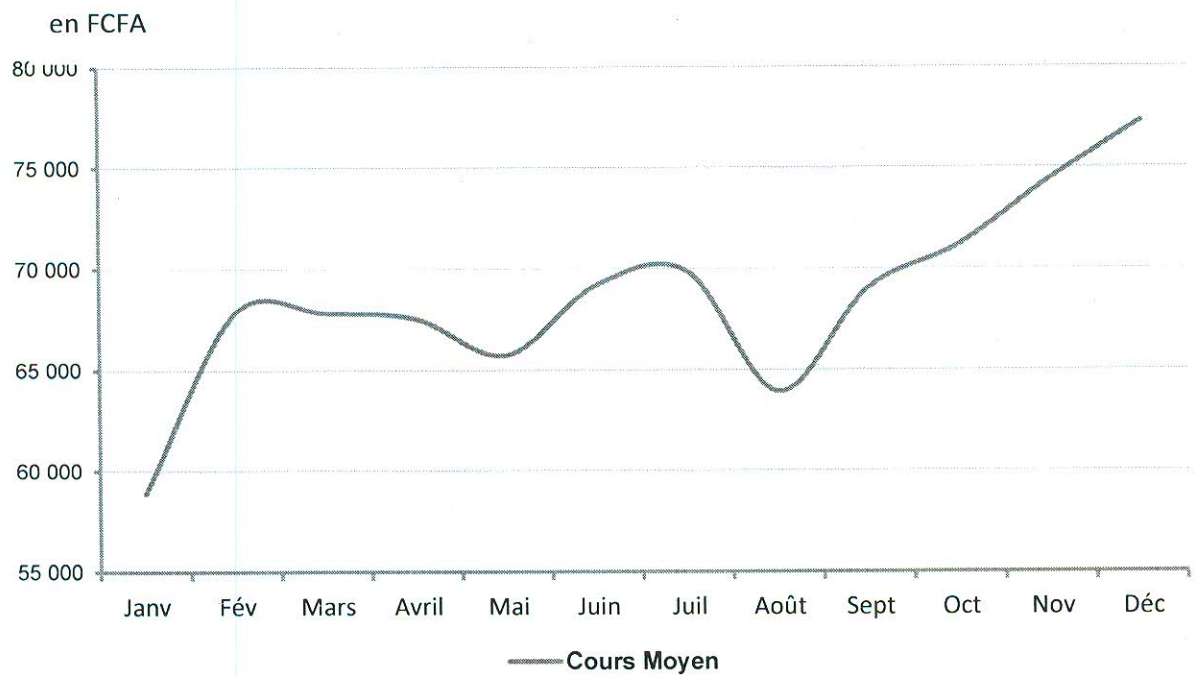
DONNEES FINANCIERES

Comptes de résultat / produits

PRODUITS	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et Produits Assimilées	**20 928 036 530**	**22 772 349 241**
- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances interbancaires	357 705 869	350 741 519
- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances sur la clientèle	20 325 501 928	22 178 252 681
- Intérêts et Produits Assimilées sur Titres d'Investissement	-	-
- Autres Intérêts et Produits Assimilées	244 828 733	243 355 041
Produits sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	**6 213 813 744**	**9 339 708 647**
Commissions	**10 296 614 781**	**11 970 590 653**
Produits sur Opérations Financières	**5 407 277 176**	**6 643 118 647**
- Produits sur Titres de Placement	2 823 708 672	3 338 628 693
- Dividendes et Produits Assimilés	346 529 751	429 130 639
- Produits sur Opérations de Change	1 115 056 572	1 623 442 243
- Produits sur Opérations de Hors Bilan	1 121 982 181	1 251 917 072
Produits Divers d'Exploitation Bancaire	**2 234 702 009**	**2 746 630 591**
Marges Commerciales	-	-
Ventes de Marchandises	-	-
Variations de Stocks de Marchandises	-	-
Produits Généraux d'Exploitation	**94 927 768**	**97 125 224**
Reprises d'Amortissements et de Provisions sur Immobilisations	**168 086 731**	-
Solde en Bénéfice des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	**609 066 494**	-
Excédent des Reprises / Dotations du Fonds pour Risques Bancaires Gén.	**668 186 893**	**885 703 682**
Produits Exceptionnels	**69 871 465**	**146 469 104**
Profits sur Exercices Antérieurs	**1 214 151 285**	**33 496 340**
Perte de l'exercice		
	47 904 734 876	**54 635 192 129**

Evolution du cours de l'action BICICI en 2014 (en FCFA)

	Cours Maximum	Cours Minimum	Cours Moyen	Volume Total Echangé	Volume Moyen Journalier
Janvier	61 005	56 500	58 885	1 073	51
Février	71 000	63 000	67 801	1 357	68
Mars	69 500	66 500	67 795	270	13
Avril	69 000	66 000	67 501	556	25
Mai	67 725	63 000	65 721	2 175	104
Juin	70 000	67 000	69 201	798	40
Juillet	73 000	67 000	69 869	1 676	73
Août	69 000	60 010	63 932	2 520	120
Septembre	71 400	67 710	69 050	691	31
Octobre	74 500	68 015	71 189	2 025	88
Novembre	78 475	70 005	74 439	333	17
Décembre	78 000	70 005	77 299	134 116	5 831



LES ANNEXES AUX COMPTES 2014

BILANS PUBLIABLES - RESUMES ET COMPARES (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
Caisse	16 738	16 922
Créances interbancaires	39 331	64 839
Créances sur la Clientèle	290 219	319 186
Titres de placement	46 253	0
Immobilisations financières	1 518	61 932
Crédit-bail et Opérations assimilées	12 675	23 077
Immobilisations Corporelles et incorporelles	16 623	18 104
Autres actifs	3 055	3 905
Comptes d'ordre et divers (actif)	2 330	6 293
TOTAL ACTIF	**428 742**	**514 258**
Dettes interbancaires	6 781	4 241
Dettes à l'égard de la Clientèle	359 997	447 130
Autres passifs	8 313	7 644
Comptes d'ordres et divers (passif)	3 488	4 625
Fonds propres et assimilés	50 163	50 618
TOTAL PASSIF	**428 742**	**514 258**

HORS BILANS PUBLIABLES - RESUMES ET COMPARES (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement faveur clientèle	13 546	12 985
Engagements de garanties faveur établissements de crédit	3 389	0
Engagements de garanties faveur clientèle	52 644	48 736
TOTAL	**69 579**	**61 721**
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de garanties reçus établissements de crédit	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	179 681	173 987
TOTAL	**179 681**	**173 987**

COMPTES DE RÉSULTATS PUBLIABLES - RÉSUMÉS ET COMPARÉS (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	20 928	22 772
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	6 214	9 340
Commissions	10 297	11 971
Produits sur opérations financières	5 407	6 643
Divers produits d'exploitation	2 235	2 747
Produits généraux d'exploitation	95	97
Reprise d'amort. et prov. sur immobilisations	168	0
Solde en bénéfice des corrections de val. sur créances & Hors Bilan	609	0
Excédent des Reprises /Dotations du FRBG	668	886
Produits exceptionnels	70	146
Profits sur exercices antérieurs	1214	33
Total Produits	**47 905**	**54 635**
Intérêts et charges assimilées	5 874	6 082
Charges de crédit-bail et opérations assimilées	5 319	7 753
Commissions	448	1 033
Charges sur opérations financières	765	629
Charges diverses d'exploitation bancaire	35	89
Frais généraux d'exploitation	20 006	21 288
Dotations aux amortissements. et aux provisions	2 696	2 581
Charges exceptionnelles	625	1 658
Solde en perte des corrections de val. créances & Hors Bilan	0	1 579
Pertes sur exercices antérieurs	892	3
Impôt sur le bénéfice	1 976	1 834
Bénéfice	9 269	10 106
Total Charges	**47 905**	**54 635**

Exercice clos le 31 décembre 2014

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat de la BICICI ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.1 BASE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation qui suppose que la Banque poursuivra son activité opérationnelle dans un futur prévisible et pourra faire face à ses échéances.

1.2 COMPTABILISATION DES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.3 OPERATIONS EN DEVISES

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.4 CREDITS A LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues.

La banque applique notamment les dispositions de l'instruction du PCB n° 94-05 relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance, modifié par le dispositif

prudentiel applicable aux banques et aux établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) depuis le 1er janvier 2000. Les engagements en souffrance comprennent :

- les créances impayées : échéances impayées depuis six mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement ;

- les créances immobilisées : échéances impayées depuis six mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté ;
- les créances douteuses ou litigieuses : créances échues ou non, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement partiel ou total.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions sont enregistrées au passif du bilan lorsqu'elles concernent des engagements par signature douteux.

1.5 Portefeuille - titres

Le terme "titres" recouvre les titres de créances négociables (notamment les bons du Trésor et les autres titres d'État négociables), les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable.

Conformément à l'instruction n° 94-10 du PCB relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres, la Banque classe les titres qu'elle détient en portefeuille dans les catégories suivantes :

- Les titres de placement qui sont enregistrés à l'actif du bilan dans les comptes d'opérations sur titres ;

- Les titres qui sont enregistrés dans les comptes de valeurs immobilisées à l'actif du bilan comprennent les parts dans les entreprises liées, les titres de participation, les titres immobilisés de l'activité de portefeuille et les titres d'investissement.

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat à la date de leur acquisition. À l'arrêté, les titres de placement sont évalués à leur valeur probable de négociation et les moins-values latentes sont enregistrées au compte de résultat. Les autres catégories de titres sont évaluées à l'arrêté à la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur d'usage.

1.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'achat et amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation. Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Frais d'Etablissement	50,00%
- Logiciels	33,33%
- Mobilier	12,50%
- Matériel de bureau	12,50%
- Matériel de transport	33,33%
- Agencements, installations	12,50%
- Matériel informatique	33,33%

1.7 PROVISION REGLEMENTEE

Le montant de cette rubrique correspond à la provision forfaitaire pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est égal à 5% du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5% du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

Aucune provision réglementée n'est enregistrée dans les livres de la BICICI au 31 décembre 2014.

1.8 PROVISIONS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Il s'agit du FRBG prévu dans la lettre d'information 95-02 du 27/10/1995.

Ce poste enregistre le montant que l'établissement décide d'affecter à la couverture de risques généraux, lorsque des raisons de prudence l'imposent. Il sert à couvrir :

- Le risque de crédit ou sectoriel non clairement identifié et dont la probabilité de survenance n'est pas tout à fait établie
- Les autres risques bancaires généraux :
  - le risque de taux général et de change
  - les risques pays (événements politiques et sociaux, etc...)
  - les risques opérationnels (défaillance des systèmes informatiques, comptables, les fraudes, etc..)
  - et plus généralement tous les risques à l'exclusion du risque spécifique de crédit

La détermination du montant du FRBG est un pourcentage des encours sains Corporate et Retail de la Banque hors souverain.

1.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le montant de cette rubrique permet de couvrir les risques financiers encourus par la Banque, résultant des différents litiges l'opposant à des tiers.

2 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN, AU HORS BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 CAISSES

Cette rubrique d'un montant total de 16 922 millions FCFA au 31 décembre 2014 s'analyse comme suit :

Libellé	31/12/2014
Contre-valeur de la caisse FCFA en millions de FCFA	16 622
Contre-valeur de la caisse EURO en millions de FCFA	167
Contre-valeur de la caisse CHF en millions de FCFA	66
Contre-valeur de la caisse GBP en millions de FCFA	28
Contre-valeur de la caisse USD en millions de FCFA	39
TOTAL	**16 922**

2.2 CREANCES INTERBANCAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2014
BCEAO	**55 026**
Banques de la Zone EURO	**3 190**
GROUPE BNP PARIBAS	-
BNP DG AGENCE PARIS INVES	1 141
BNP DG EURO	2 049
BNP GARANTIE OCD	6 560
Autres établissements de crédit	**62**
Autres	62
CREANCES EN SOUFFRANCE	-
TOTAL	**64 838**

2.3 CREANCES SUR LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2014
CREANCES SAINES SUR LA CLIENTELE	**314 225**
Portefeuille d'effets Comm.	**2 024**
Crédits ordinaires	2 024
Autres Crédits à court terme	**128 480**
Credits de campagne	19 445
Crédits ordinaires	109 035
Comptes ordinaires débiteurs	**55 728**
Crédits à moyen terme	**122 630**
Crédits à long terme	**4 838**
Affacturage	**525**
CREANCES EN SOUFFRANCE NETTES	**4 961**
Valeurs brutes	**33 248**
Créances impayées ou immobilisées	2 134
Créances douteuses ou litigieuses	31 114
Provisions	**28 287**
Créances douteuses ou litigieuses	28 287
TOTAL	**319 186**

2.4 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	Solde au 31/12/2013	Acquisitions	Sorties	Provisions	Solde au 31/12/2014
TITRES D'ENTREPRISES LIEES	**350**	**0**	**0**	**0**	**350**
ACTIONS BICI-BOURSE	350				350
TITRES DE PARTCIPATION	**537**	**0**	**0**	**8**	**529**
HOLDING BANQUE DE SOLIDARITE	6			6	0
CRRH	133				133
MICROCRED	328			0	328
PARTS GIM-UEMOA	15				15
ACTION SIPRA	53				53
SOUSCRIPTION CAPITAL SCIE	**2**			**2**	**0**
TITRES DE TRANSACTIONS (ATDLT)	**148**	**0**	**0**	**1**	**147**
TITRES IMMOBILISES	**17**	**0**	**0**	**0**	**17**
ACTIONS CAPRAL	2				2
ACTIONS SOCIM	5				5
ACTIONS GARI	10				10
TIAP NON COTE	**131**	**0**	**0**	**1**	**130**
IPS CI	128				128
SICOGI	1			0	1
HOTEL IBIS	2			1	1
TITRES D'INVESTISSEMENT	**47 071**	**31 650**	**17 816**	**0**	**60 905**
OBLIGATIONS RCI	781				781
OBLIGATIONS SPECIAL FNI	38				38
OBLIGATIONS BOAD	5 750		250		5 500
OBLIG. TPCI & ETAT DE COTE-D'IVOIRE	24 866	11 150	4 933		31 083
OBLIGATIONS AFD	596				596
OBLIGATIONS ETAT DU SENEGAL	1 540	1 000	633		1 907
BONS TRESOR ETAT DE COTE-D'IVOIRE	8 000	14 000	5 500		16 500
BONS TRESOR ETAT DU BENIN	3000	2 000	3 000		2 000
BONS TRESOR ETAT DU SENEGAL	2 500	2 500	2 500		2 500
TOTAL	**48 106**	**31 650**	**17 816**	**9**	**61 931**

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les mouvements de l'exercice sur les comptes d'immobilisations brutes corporelles et incorporelles s'analysent comme suit, en FCFA :

Tableau des immobilisations

2.6 AUTRES ACTIFS

La rubrique des autres actifs se décompose comme suit en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Créances rattachées	1 409	1 824	415
Débiteurs divers	1 241	1 471	230
Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	134	134
valeurs à rejeter	6	0	-6
Dépots et cautionnements	172	186	14
Comptes de stock	190	251	61
Cb créances douteuses litigieuses	37	40	3
TOTAL	**3 055**	**3 906**	**851**

2.7 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS ACTIFS

Les comptes d'ordre et divers actifs se décomposent comme suit en millions de FCFA :

Libellés	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes de liaison	191	4 329	+4 138
Comptes de régularisaton	516	345	-171
Divers	1 623	1 619	-4
TOTAL	**2 330**	**6 293**	**3 963**

2.8 DETTES INTERBANCAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes lori-bq locales & corres	2 675	1 408	-1 267
Dépots de garantie reçus	106	101	-5
Emprunts à terme	4 000	2 732	-1 268
TOTAL	**6 781**	**4 241**	**-2 540**

2.9 DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes d'épargne à vue	95 335	104 563	9 228
Comptes d'epargne à terme	17 802	20 043	2 241
Bons de caisse	0	0	0
Autres dettes à vue	169 572	220 122	50 550
Autres dettes à terme	77 288	102 402	25 114
TOTAL	**359 997**	**447 130**	**87 133**

Les dettes à l'égard de la clientèle se répartissent dans le temps comme suit :

Libellé	D<= 6 Mois	6M<D<=2 ANS	2 A<D<=5A	5A<D<=10 A
Dettes interbancaires	**1 509**	**2 732**		**0**
Comptes ordinaires créditeurs	1 408	0		
Autres comptes de dépôts créditeurs	101			
Comptes d'emprunts	0	2 732		0
Dettes à l'égard de la clientèle	**409 840**	**24 227**	**4 690**	**8 373**
Comptes ordinaires créditeurs	217 622			
Dépôts à terme reçus	29 380	18 000	2 064	4 680
Comptes d'épargne sur livrets	104 563			
Comptes d'épargne - logement	5 825	4 487	1 758	1
Autres comptes d'épargne	3 281	1 114	867	2 710
Dépôts de garantie reçus	46 654	626	1	982
Autres dépôts	15	0	0	0
Affacturage	124			
Autres sommes dues	2 376			
TOTAL	**411 349**	**26 959**	**4 690**	**8 373**

2.10 AUTRES PASSIFS

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions CFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Dettes rattachées	2 495	2 474	-21
Créditeurs divers	4 867	4 844	-23
Comptes de valeurs a imputer	0	0	
Autres sommes dues	951	326	-625
TOTAL	**8 313**	**7 644**	**-669**

2.11 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS PASSIFS

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions CFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes d'attente passif	670	432	-238
Comptes de regul passif	2 818	4 193	1 375
TOTAL	**3 488**	**4 625**	**1 137**

2.12 FONDS PROPRES ET ASSIMILES

Les fonds propres et assimilés évoluent comme suit en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Provision pour risques et charges	2 848	1 963	-885
Provision / risques bancaires généraux	4 610	3 724	-886
Capital	16 667	16 667	0
Primes liées au capital	1 853	1 853	0
Reserves	14 914	16 304	1 390
Report à nouveau (+/-)	2	1	-1
Résultat de l'exercice (+/-)	9 269	10 106	837
TOTAL	**50 163**	**50 618**	**455**

ET

Libellé	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Provision pour risques et charges	2 848	0	885	1 963
Provision / risques bancaires generaux	4 610	0	886	3 724
Capital	16 667	0	0	16 667
Primes liées au capital	1 853	0	0	1 853
Reserves	14 914	1 390	0	16 304
Report à nouveau (+/-)	2	0	1	1
Résultat de l'exercice (+/-)	9 269	837	0	10 106
TOTAL	**50 163**	**2 227**	**1 772**	**50 618**

2.13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan ont évolué comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement faveur clientèle	13 546	12 985	-561
Engagements de garanties faveur Ets de crédit	3 389	0	-3 389
Engagements de garanties faveur clientèle	52 644	48 736	-3 908
TOTAL	**69 579**	**61 721**	**-7 858**

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de garanties reçus Ets de crédit	0	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	179 681	173 987	-5 694
TOTAL	**179 681**	**173 987**	**-5 694**

2.15 INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

Les intérêts et produits assimilés s'établissent comme suit en millions de FCFA :

- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances interbancaires :	351
- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances sur la clientèle :	22 178
- Autres Intérêts et Produits Assimilées :	243

2.16 COMMISSIONS ET PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES

2.161 COMMISSIONS

D'un montant net en millions de FCFA 10 937, ils se décomposent comme suit :

- Commissions (produits) :	11 970
- Commissions (charges) :	-1 033

2.162 PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES

Ils se sont élevés à millions de FCFA 6 643, et se décomposent comme suit :

- Produits sur Titres de Placement (emprunts obligataires et bons du trésor de Côte d'Ivoire, Sénégal, Sfi, Boad, Afd) :	3 339
- Dividendes et Produits Assimilés (Bici Bourse, Sipra) :	429
- Produits sur Opérations de Change :	1 623
- Produits sur Opérations de Hors Bilan :	1 252

2.17 DIVERS PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

D'un montant net de millions de 2 658 FCFA, ils sont composés de produits pour millions de FCFA 2 747 et de charges pour millions de FCFA 89.

Les produits se déclinent comme ci-dessous :

- Produits sur les moyens de paiement : millions FCFA 1 870
- Autres produits sur prestations de services financiers : millions FCFA 823
- Divers produits d'exploitation : millions FCFA 54

Les charges sont constituées essentiellement de :

- Charges diverses (divers déficits de caisse) : millions FCFA 89

2.18 PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les profits sur exercices antérieurs d'un montant de millions de FCFA 30, sont composés essentiellement de diverses récupérations d'intérêts ayant trait aux exercices précédents pour millions de FCFA 33, et de régularisation de charges pour millions de FCFA 3.

Les produits exceptionnels, d'un montant de millions de FCFA 146, se composent essentiellement de divers profits hors exploitations.

Les charges exceptionnelles (millions de FCFA 1 658) sont composées pour l'essentiel des amendes et pénalités sur contrôle fiscal de millions de FCFA 667 et des règlements d'affaires judiciaires pour millions de FCFA 804 et des vols et détournement pour de millions de FCFA 151.

2.19 INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les intérêts et charges assimilées se détaillent comme suit en millions de FCFA :

- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires : 176

- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes de la clientèle : 5 906

2.20 FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION

Les frais généraux d'exploitation se détaillent en millions de FCFA comme suit :

- Frais de Personnel (hors taxes sur salaires) : *8 252*

  - *Dont Salaires et traitements : 6 661*
  - *Dont charges sociales : 1 591*

- Autres Frais Généraux : 13 035

2.21 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements des immobilisations se détaillent en millions de FCFA comme suit :

Dotation /immobilisations incorporelles : 48

Dotation/immobilisations corporelles : 2 533

2.22 REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Il n'y a pas eu de reprise d'amortissement au cours de l'exercice clos le 31/12/2014.

2.23 SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES ET DU HORS BILAN

Ce solde net de millions de FCFA 1 579 se décompose comme suit :

2.231 Dotations aux provisions : millions de FCFA 4 064

- Dotation aux provisions sur clientèle des particuliers et professionnels : 2 137
- Dotation aux provisions sur clientèle des entreprises : 1 927

2.232 Pertes sur créances irrécupérables : millions de FCFA 493

- Pertes / créances couvertes par provisions : 293
- Pertes / créances non couvertes par provisions : 200

2.323 Reprises de provisions et récupérations de créances amorties

Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses (2 092 millions de FCFA) se détaillent comme suit :

- Reprises sur créances douteuses des particuliers et des professionnels : 997
- Reprises sur créances douteuses des entreprises : 767
- Reprise de provisions sur autres actifs : 328

2.324 Dotations et reprises de provisions pour risques et charges

D'un montant net de millions de FCFA 885, elles se composent essentiellement d'une reprise de provisions pour divers dossiers en justice.

2.24 EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

D'un montant de millions FCFA 886, Il a été déterminé en pourcentage des encours sains de la clientèle.

2.25 IMPOT SUR LE BENEFICE

Il s'est élevé à millions de FCFA 1 834, après application d'un taux de 25% sur le bénéfice fiscal.